

Économie canadienne

Profil sectoriel

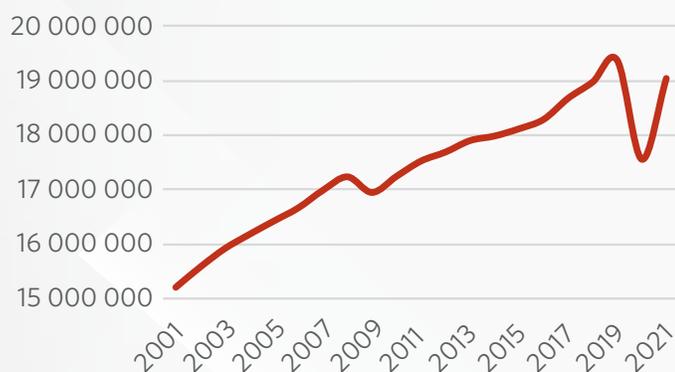
Faits et chiffres du secteur

PIB total	1,97 B\$
Exportations	631,2 G\$
Importations	613,9 G\$
Solde des échanges extérieurs <i>Changement quinquennal</i>	+17,3 G\$ 208,7 %
Emploi total <i>Changement depuis 2011</i>	19,1 M\$ +8,7 %
Croissance réelle des salaires (2011-2019)	+5,6 %
Productivité du travail (2019)	60,5 \$/heure
Moyenne des heures travaillées par semaine (2019)	32,8
Émissions de gaz à effet de serre (2019) <i>Changement depuis 2009</i>	629 769 kt +4,7 %
Taux de couverture syndicale	31 %
Membres d'Unifor dans l'industrie	315 000
Nombre d'unités de négociation d'Unifor	2 904
Taille moyenne des unités de négociation	107

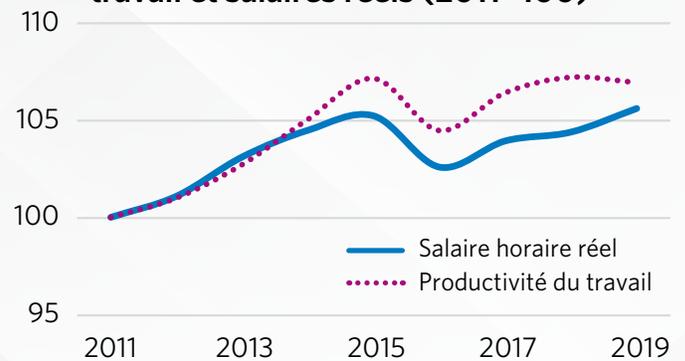
Situation actuelle

L'économie canadienne a connu une croissance robuste au cours de la dernière décennie, le produit intérieur brut (PIB) passant de 1,7 billion de dollars en 2011 à un peu moins de 2 billions de dollars en 2021, soit une hausse combinée de 17,6 %. Bien que la croissance économique ait connu une chute marquée en 2020 en raison de la pandémie de COVID-19, le PIB a presque retrouvé son niveau de 2019 en 2021 et devrait dépasser ce niveau en 2022. La plupart des observateurs économiques s'attendent à ce que l'économie canadienne progresse d'un peu plus de 4 % cette année, tout en ralentissant légèrement en 2023. Cependant, les récents changements apportés à la politique monétaire mise en œuvre par la Banque du Canada pour lutter contre l'inflation pourraient avoir un effet négatif sur la production économique et faire en sorte que l'économie n'atteint pas les prévisions du PIB. Entre-temps, une forte reprise des échanges en 2021 a largement compensé la baisse du volume des échanges commerciaux en 2020, les importations ayant augmenté de près de 13 %, tandis que les exportations ont bondi de 21 %. Par conséquent, le Canada a affiché son premier solde positif depuis 2014, à 17,3 milliards de dollars. C'est seulement la

Total de l'emploi au Canada 2001-2021



Économie canadienne : Productivité du travail et salaires réels (2011=100)



deuxième fois au cours de la dernière décennie qu'un solde commercial positif a été enregistré. Les importations étant appelées à être à la traîne en raison des problèmes continus de la chaîne d'approvisionnement, les soldes commerciaux positifs pourraient devenir la norme pour les prochaines années.

En ce qui concerne le rendement du marché du travail, l'emploi a connu une croissance relativement régulière de 2010 à 2019, la hausse du nombre d'emplois s'accroissant après 2017. Toutefois, la pandémie de COVID-19 et les mesures de santé publique qui en ont découlé ont entraîné une baisse catastrophique de l'emploi, une perte de plus de 1,5 million d'emplois et l'oblitération de près de 8 ans de croissance de l'emploi (voir le graphique ci-dessus) ayant été observées. Heureusement, le marché du travail a connu une reprise complète à la fin de 2021 et a récemment affiché des taux de chômage mensuels parmi les plus bas des 40 dernières années. Cependant, alors que les économistes traditionnels se plaignent que les conditions tendues du marché du travail engendrent des pénuries de main-d'œuvre, de nombreuses données probantes montrent que l'économie canadienne est revenue à un statu quo pré-pandémique, caractérisé par des niveaux importants de travail précaire et d'inadéquation des compétences. En d'autres termes, les conditions de travail et la qualité des emplois peuvent encore être améliorées.

Bien que les salaires nominaux aient augmenté de manière constante au cours de la dernière décennie, la stagnation de la croissance salariale de 2015 à 2019 signifie que l'inflation a en fait érodé les salaires réels (c'est-à-dire les salaires corrigés en fonction de l'inflation). Par conséquent, les salaires réels n'ont augmenté que de 5,6 % de 2011 à 2019, la majeure partie de cette croissance étant concentrée dans la première moitié des années 2010. Certains signes indiquent que la croissance des salaires réels s'est redressée au cours des 2 dernières

années, mais ces chiffres sont faussés par le grand nombre de travailleuses et travailleurs à bas salaires qui ont été mis à pied pendant la pandémie, ce qui a fait grimper les chiffres des salaires moyens. Alors que l'inflation continue d'atteindre des sommets sur plusieurs décennies en 2022, il restera à voir si le pouvoir d'achat des travailleurs peut suivre la hausse de leur productivité, les salaires réels ayant pris du retard sur la croissance de la productivité de 2011 à 2019 (voir le graphique ci-dessus).

Unifor dans l'économie canadienne

Unifor est le plus grand syndicat du secteur privé et ses 315 000 membres forment quelque 3 000 unités de négociation dans 25 industries uniques, réparties dans toutes les régions du Canada. Environ 1 travailleur syndiqué sur 6 dans le secteur privé canadien est membre d'Unifor.

Cependant, Unifor représente également un nombre important de travailleurs dans le secteur public, 1 membre d'Unifor sur 6

travaillant dans les secteurs des services publics, du transport ferroviaire de passagers, de l'éducation, du transport en commun, des services sociaux ou des soins de santé. Environ 1 membre d'Unifor sur 8 occupe un emploi dans les métiers spécialisés et 1 membre sur 3 est une femme. Plus de la moitié des membres d'Unifor proviennent de l'Ontario (52 %), suivi du Québec (16 %), des Prairies (13 %), du Canada atlantique (10 %) et de la Colombie-Britannique (9 %).

Aller de l'avant : Développer l'économie canadienne

Bien que l'économie canadienne ait connu une reprise impressionnante après le fort ralentissement de 2020, le Canada se trouve actuellement à une sorte de tournant économique. Les pressions inflationnistes continuent de déconcerter les décideurs politiques, et la Banque du Canada a été contrainte d'accélérer son retour prévu à des

taux d'intérêt normaux, après avoir réduit les taux d'intérêt à leur plus bas niveau jamais atteint pour relancer l'économie en proie à une pandémie. Ces hausses des taux d'intérêt auront sans aucun doute un impact sur l'économie, le marché du logement connaissant déjà un ralentissement notable. Il reste à voir si l'économie canadienne sombrera dans une récession de grande ampleur, mais certains observateurs suggèrent que la stagflation, c'est-à-dire une inflation élevée associée à une croissance économique stagnante, pourrait être possible dans un avenir proche.

À plus long terme, l'économie canadienne est également confrontée à des vents contraires en raison d'un décalage entre ses engagements en matière de climat et une dépendance prépondérante à l'égard d'industries qui n'ont pas encore réduit leurs émissions de gaz à effet de serre de manière significative, les émissions industrielles totales ayant augmenté de près de 5 % entre 2009 et 2019. Au cours de la prochaine décennie, les gouvernements fédéral et provinciaux devront rapidement mettre en œuvre des mesures visant à soutenir les énergies plus propres tout en protégeant les travailleuses et travailleurs des industries à fortes émissions, s'ils veulent soutenir la croissance économique sans sacrifier les emplois et les moyens de subsistance des travailleurs.

Principaux enjeux du développement sectoriel

- La dépendance du Canada à l'égard des industries à fortes émissions nécessite des solutions urgentes et novatrices pour assurer la transition des travailleurs et des entreprises vers des secteurs de croissance propres.
- La récente flambée de l'inflation a fondamentalement modifié l'orientation de la politique monétaire canadienne, ce qui pourrait entraîner un ralentissement économique et des pertes d'emplois.
- La croissance économique du Canada dépend de plus en plus des prêts, l'endettement des consommateurs et des entreprises atteignant de nouveaux sommets. Les décideurs politiques devront trouver un moyen d'assurer un « atterrissage en douceur » aux consommateurs et aux entreprises surendettés lorsque les taux d'intérêt augmenteront.